

2016

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES

PERSONNES DANS LE BESOIN

2,7M

DEC 2015



CAMEROUN

Ce document est élaboré au nom de l'Equipe Humanitaire Pays et de ses partenaires.

Ce document présente la vision de la crise partagée par l' Equipe Humanitaire Pays, y compris les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle consolidée et contribue à informer la planification stratégique conjointe de réponse.

Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.



www.unocha.org/rowca



<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon>



@OCHARowca

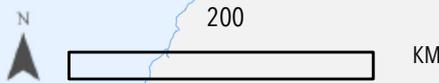
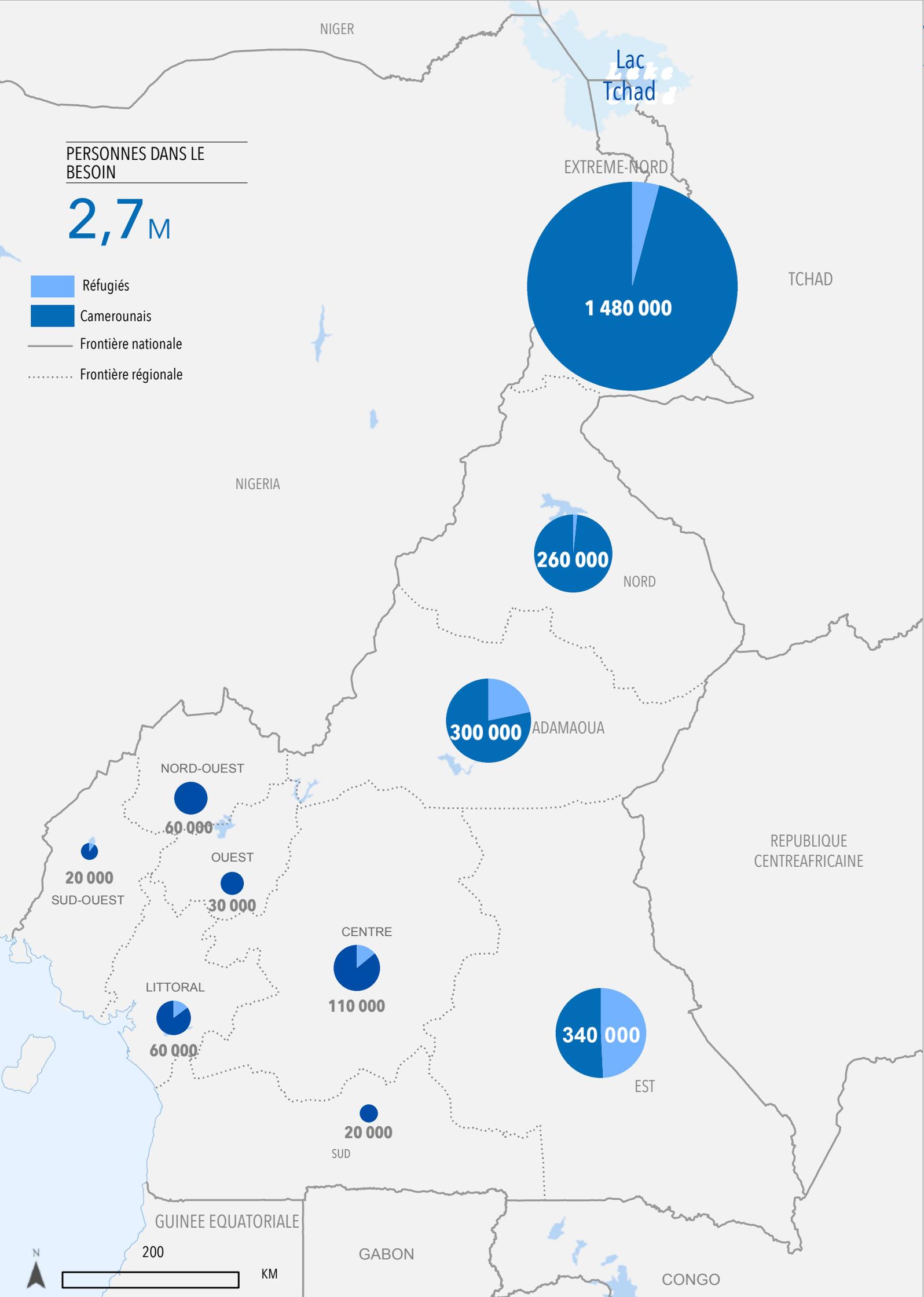
PARTIE I: RÉSUMÉ

- 
-  Besoins humanitaires et chiffres clé
 -  Impact de la crise
 -  Désagrégation des personnes dans le besoin
 -  Sévérité des besoins
 -  Inform Risk Profile

PERSONNES DANS LE BESOIN

2,7 M

- Réfugiés
- Camerounais
- Frontière nationale
- Frontière régionale



BESOINS HUMANITAIRES

ET CHIFFRES CLÉ

Les conflits armés en République centrafricaine et au nord-est du Nigéria ont provoqué l'afflux massif de réfugiés, tandis que les attaques et la violence liées à la présence de Boko Haram sur le territoire du Cameroun ont généré des déplacements internes de populations dans le nord du pays. Les réfugiés et les déplacés sont hébergés dans des zones où les populations sont déjà très vulnérables à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition, aux épidémies et où l'accès aux services sociaux de base est limité. Les partenaires humanitaires estiment que 2,7 millions de personnes (dont plus de la moitié sont des femmes et 58 pour cent des enfants) ont urgemment besoin de protection et/ou d'assistance la plus élémentaire.

BESOINS HUMANITAIRES



Déplacements massifs des réfugiés et des Camerounais

Le nombre de réfugiés et personnes déplacées internes (PDI) au Cameroun a quadruplé depuis début 2014, générant un accroissement brusque des besoins humanitaires tant pour les déplacés que pour les communautés hôtes qui se trouvaient déjà dans une situation de vulnérabilité aigüe avant la crise. Au total, plus de 400 000 personnes ont été forcées de fuir les violences vers les régions de l'Adamaoua, l'Est, le Nord et l'Extrême-Nord, dont plus de 250 000 réfugiés Centrafricains, 65 000 réfugiés Nigériens et 93 000 Camerounais déplacés internes. On estime à plus de 550 000 le nombre de personnes vulnérables parmi les communautés hôtes.



Assistance alimentaire

L'insécurité alimentaire a considérablement augmenté suite à la violence et aux déplacements, affectant aujourd'hui près de 2,4 millions de personnes – dont près de 80% résidant dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Près de 250 000 personnes sont en insécurité alimentaire sévère et ont besoin d'une assistance immédiate. Ceci représente une hausse de près de 300% par rapport aux évaluations de Juin 2015. L'insécurité et la violence contribuent à aggraver la situation, limitant les activités commerciales, agricoles et pastorales des communautés ainsi que leurs moyens de subsistance.



Protection des civils

Les populations civiles, surtout les femmes et les enfants, sont prises en étau entre l'aggravation des attaques présumées de Boko Haram et les opérations militaires dans l'Extrême-Nord. Cela engendre de graves atteintes à leurs droits, leur sécurité et leur bien-être psychosocial. Les pillages, attentats, enlèvements et intimidations touchent l'ensemble des civils. Toutefois, les femmes et les enfants sont particulièrement exposés au risque de séparation, de recrutements forcés, de détention arbitraire, d'endoctrinement et d'exploitation sexuelle et économique. Le maintien du droit d'asile est une préoccupation majeure, afin de prévenir le refoulement et d'assurer que les mouvements se font à l'initiative des populations. Dans les zones proches de la République centrafricaine (RCA) et du Nigéria, en raison de la violence transfrontalière, les besoins en termes de protection sont significatifs.



Accès aux services essentiels: nutrition, santé, eau, assainissement et éducation

Dans les régions affectées par les conflits dans les pays voisins et la recrudescence de la violence, les ressources locales et services essentiels déjà limités sont mis sous pression par l'afflux des déplacés, ce qui aggrave les vulnérabilités existantes. A l'Extrême-Nord, le taux de malnutrition aigüe global est passé de 9 pour cent en 2014 à 13,9 pour cent en 2015. Le seuil d'urgence est dépassé pour la malnutrition aigüe sévère atteignant 2,2 pour cent. Au moins 135 écoles ne sont plus en fonction à l'Extrême-Nord, laissant 35 000 enfants (notamment des filles) en besoin urgent d'éducation. Les centres de santé, dont l'accès et la qualité étaient déjà limités, peinent à répondre à ces besoins accrus. En outre, en raison de la violence, 25 centres sanitaires ont cessé leurs activités, laissant ainsi 360 000 personnes sans accès aux soins de santé. A l'Extrême-Nord, seuls 35 pour cent des ménages disposent de l'assainissement adéquat alors que 55 pour cent ont accès à l'eau potable. Le reste de la population utilise et consomme de l'eau en provenance des puits et des rivières, s'exposant ainsi à des risques de maladies.

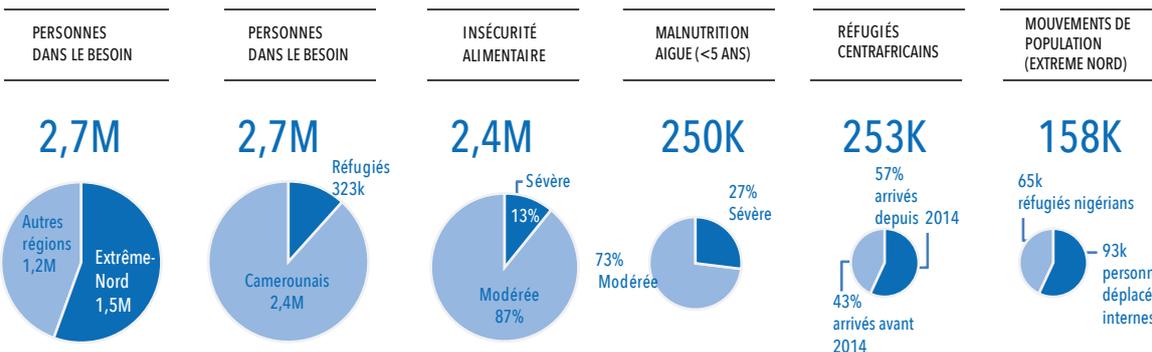
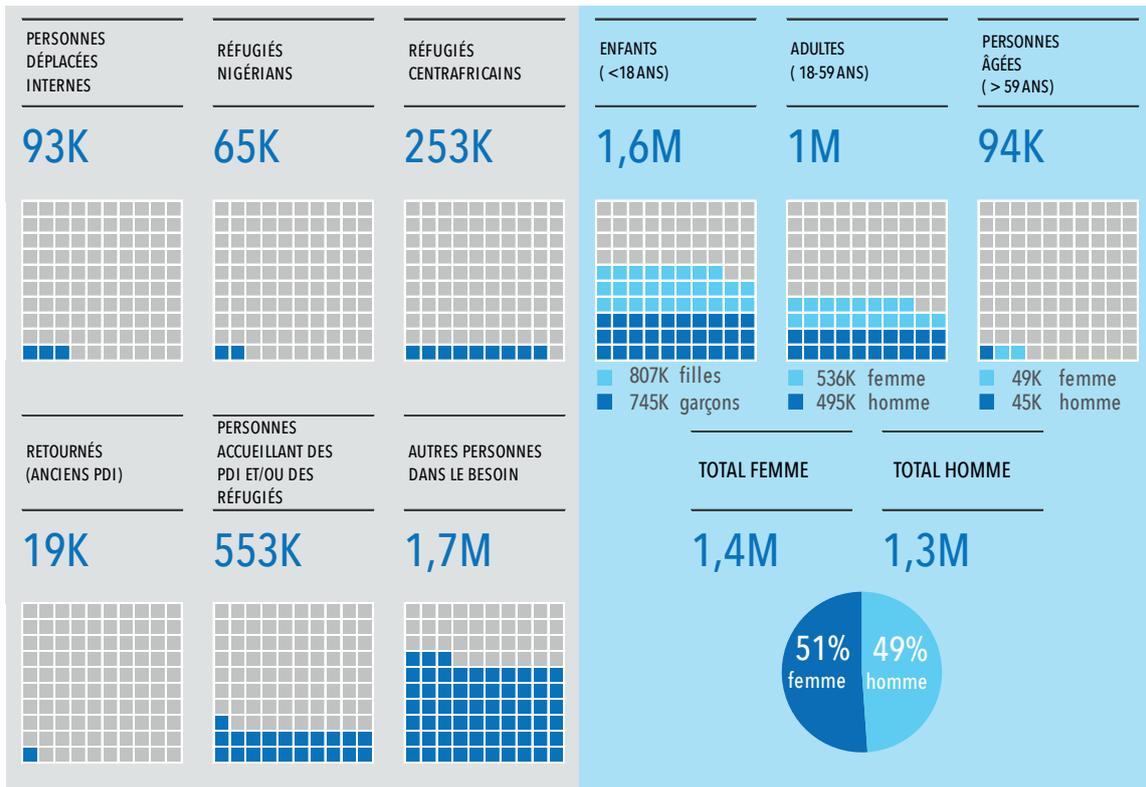
POPULATION DU CAMEROUN



POPULATION DANS LES ZONES LES PLUS TOUCHÉES (Adamaoua, Nord, Extrême Nord, Est)



PERSONNES AYANT BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE



IMPACT DE LA

CRISE

Les populations du Cameroun font face aux impacts d'une triple crise: (i) Le conflit en cours en République Centrafricaine a conduit à un afflux de réfugiés, notamment dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua; (ii) Les violences dans le nord-est du Nigéria, les raids transfrontaliers et les attentats suicides au Cameroun ont causé des déplacements massifs de réfugiés nigériens et camerounais à l'Extrême-Nord; et (iii) L'accroissement important de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux épidémies, aggravé par les inondations et les sécheresses récurrentes.

Un pays en proie aux effets conjugués d'une triple crise

Le pays fait face à trois crises simultanées dont les effets conjugués affectent les communautés les plus vulnérables, menaçant leurs moyens d'existence et érodant leur capacité d'adaptation. Les 93 000 personnes déplacées internes ainsi que les 183 000 réfugiés sont actuellement hébergés en dehors des camps par les communautés locales. Ils sont logés dans des abris de fortune ou en plein air, ajoutant ainsi une pression importante sur des ressources alimentaires et/ou des services déjà limités. Près de 2,4 millions de personnes se trouvent aujourd'hui en insécurité alimentaire. La malnutrition aigüe globale a rapidement augmenté et atteint désormais le niveau d'urgence¹ dans la région de l'Extrême-Nord.

De plus, la propagation de la violence –notamment sexuelle et basée sur le genre– ainsi que la pression, en hausse générée par les déplacements sur des ressources déjà limitées, augmentent le risque de tensions entre les communautés, menaçant ainsi la cohésion sociale. Une attention égale aux besoins des réfugiés, des personnes déplacées internes, des communautés d'accueil et des populations locales est essentielle afin de préserver la coexistence pacifique entre les différents groupes socioéconomiques.

La continuation du conflit en République centrafricaine aggrave les vulnérabilités à l'est du pays

Le Cameroun est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés centrafricains². Plus de 144 000 personnes ont fui depuis 2014 suite à l'escalade de la violence et sont venues se sont ajoutées aux réfugiés déjà présents dans le pays depuis 2004. Au total environ 253 000 réfugiés centrafricains résident au Cameroun et sont répartis sur 314 sites et villages dans les régions de l'Est (164 700 personnes), de l'Adamaoua (63 700 personnes), du Nord (4 500 personnes) et en zones urbaines notamment Yaoundé (10 600 personnes) et Douala (7 700 personnes³). 71 000 réfugiés Centrafricains sont hébergés dans sept sites aménagés, où l'accès à l'eau, aux services d'hygiène et l'assainissement reste limité. Les autres vivent avec les communautés d'accueil (partageant leurs abris) ou en plein air. Dans certains villages proches de la frontière avec la RCA, le nombre de réfugiés excède le nombre d'habitants. Compte tenu de l'insécurité persistante en RCA et des incertitudes liées au processus électoral, il apparaît peu probable que ces réfugiés retourneront dans leur pays dans les mois à venir, et ce tant que la sécurité ne sera pas rétablie. Les problèmes d'insécurité et de protection persistent dans les sites et en particulier sur les zones frontalières en raison de la porosité des frontières et de fréquentes incursions des éléments armés.

1. Enquête nutritionnelle SMART 2015

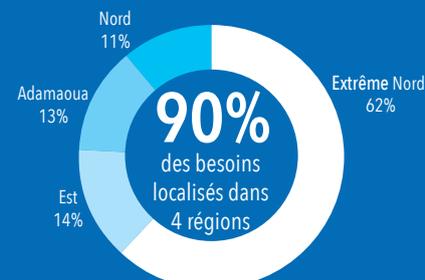
2. Au 27 Octobre 2015, la République Démocratique du Congo comptait 101 866 réfugiés de RCA tandis que 66 233 ont trouvé refuge au Tchad et 29 884 en République du Congo : <http://data.unhcr.org/car/regional.php>

3. UNHCR : Statistiques des réfugiés centrafricains au 30 Aout 2015.

INCIDENTS LIÉS À BOKO HARAM 2015



PERSONNES DANS LE BESOIN



BESOINS IDENTIFIÉS

2 sur 3 des personnes dans le besoin sont des enfants



L'intensification de la violence au nord-est du Nigéria et à l'Extrême-Nord du Cameroun a déclenché l'afflux de populations traumatisées dans des zones déjà fortement vulnérables

Le Cameroun est l'un des quatre pays du Bassin du Lac Tchad le plus affecté par la violence liée à Boko Haram.

Près de 4 millions de personnes⁴ sont confrontées aux conséquences de l'accroissement rapide de la violence dans l'Extrême-Nord, la région la plus pauvre du pays⁵ qui peine déjà à se relever de cycles de sécheresses prolongés et d'inondations.

Les attaques, les attentats et les pillages ont des répercussions dramatiques sur les civils, en particulier les femmes et enfants, causant des déplacements massifs de population et de graves violations des droits de l'homme.

Le nombre de personnes fuyant la violence au nord-est du Nigéria et ayant trouvé refuge dans l'Extrême-Nord est en augmentation continue depuis 2014. En septembre 2015, le nombre de réfugiés nigériens se trouvant dans l'Extrême-Nord est estimé à 65 000. Sur cet ensemble, environ 45 800 vivent dans le camp Minawao⁶, soit plus du double de sa capacité d'accueil. Tous les réfugiés vivant dans le camp de Minawao sont enregistrés à leur arrivée. Les infrastructures actuelles sont insuffisantes pour répondre à la hausse anticipée des besoins, notamment en matière d'accès à l'eau et aux mécanismes d'auto prise en charge. Au regard des arrivées continues de réfugiés dans le camp, le désengorgement de Minawao reste une priorité majeure afin d'assurer à tous les réfugiés un accès aux services de base et des conditions de vie digne.

De même, les raids transfrontaliers, les attentats-suicides perpétrés par des membres présumés du groupe Boko Haram

4. Population totale de la région de l'Extrême-Nord : 3 993 000

5. La région affichait un taux de pauvreté de 65.9% en 2007. PNUD (2010) Rapport régional de progrès des objectifs du millénaire pour le développement : Région de l'Extrême-Nord, p. 6.

6. <http://data.unhcr.org/SahelSituation/region.php?id=73&country=502>

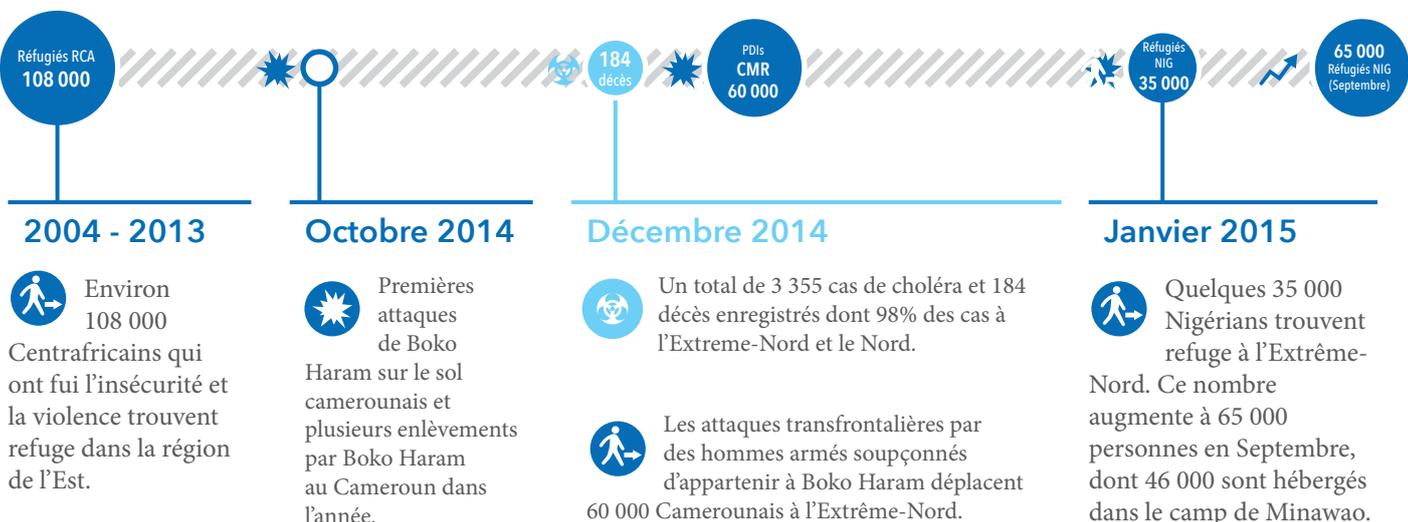
et l'intensification des opérations militaires ont contraint plus de 93 000 Camerounais de l'Extrême-Nord à abandonner leurs maisons, villages et moyens de subsistance pour s'installer dans des zones plus sûres. La majeure partie des personnes déplacées internes ainsi qu'environ 15 000 réfugiés du Nigéria ont trouvé refuge parmi les 336 000 personnes dans les communautés hôtes qui, de ce fait, partagent leurs ressources avec les nouveaux arrivés. Les personnes déplacées et leurs hôtes ont urgemment besoin d'une assistance alimentaire, de soutien aux moyens de productions alternatifs, d'accès à l'eau et aux soins de santé pour assurer leur subsistance dans les mois à venir.

Les populations civiles, surtout les femmes et les enfants, affectées par la recrudescence des attaques et des opérations militaires, sont vulnérables aux atteintes graves à leurs droits, leur sécurité et leur bien-être psychosocial.

Ceux qui ont fui les violences ont été témoins de crimes brutaux et souffrent de traumatismes profonds et généralisés.

Les femmes et les enfants sont particulièrement à risque de séparation de leurs familles, de recrutement forcés, de détention arbitraire, d'endoctrinement et d'exploitation sexuelle et économique. La réduction de l'espace d'asile pour les réfugiés ainsi que les reconductions forcées au Nigeria des ressortissants nigériens présents au Cameroun sont une préoccupation majeure en matière de protection.

CALENDRIER DES CRISES



Les vulnérabilités structurelles, comme l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les épidémies continuent d'affecter plus de deux millions de personnes

Malgré la croissance économique soutenue de ces dernières années⁷, la pauvreté touche 40 pour cent de la population⁸. Les populations des régions du Nord et de l'Extrême-Nord sont particulièrement affectées par la vulnérabilité structurelle et chronique caractéristique des régions arides du Sahel, souvent liée aux conséquences d'un climat hostile et de plus en plus imprévisible ainsi qu'à l'accès limité aux services sociaux de base.

Soixante-dix pour cent des Camerounais sont tributaires des activités agro-pastorales. Le Cameroun a été frappé par des sécheresses en 2009, 2011 et 2012, ainsi qu'à de fortes inondations en 2010 et 2012, conduisant à un taux élevé d'échec des cultures.

L'insécurité alimentaire s'est aggravée en 2015 en raison de l'insécurité grandissante.

Environ 1 ménage sur 5 se trouve en insécurité alimentaire (19%) dans les régions de l'Extrême-Nord, Nord, Adamaoua et Est⁹. Dans l'Extrême-Nord, plus 1,4 million de personnes – ou 1 personne sur 3 – sont en insécurité alimentaire dont plus de 200 000 nécessitent une assistance alimentaire immédiate. Environ 60 pour cent des agriculteurs de la région ont indiqué que l'insécurité civile représente la principale contrainte d'accès aux terres¹⁰, ce qui risque de compromettre la récolte à venir.

7. Croissance annuelle du PIB de 5,6% (2013) et 5,9% (2014), <http://data.worldbank.org/country/cameroon>

8. <http://data.worldbank.org/country/cameroon>

9. Evaluation d'urgence de la sécurité alimentaire (EFSA) réalisée en septembre 2015 par le MINADER et le PAM

10. Evaluation d'urgence de la sécurité alimentaire, Septembre 2015

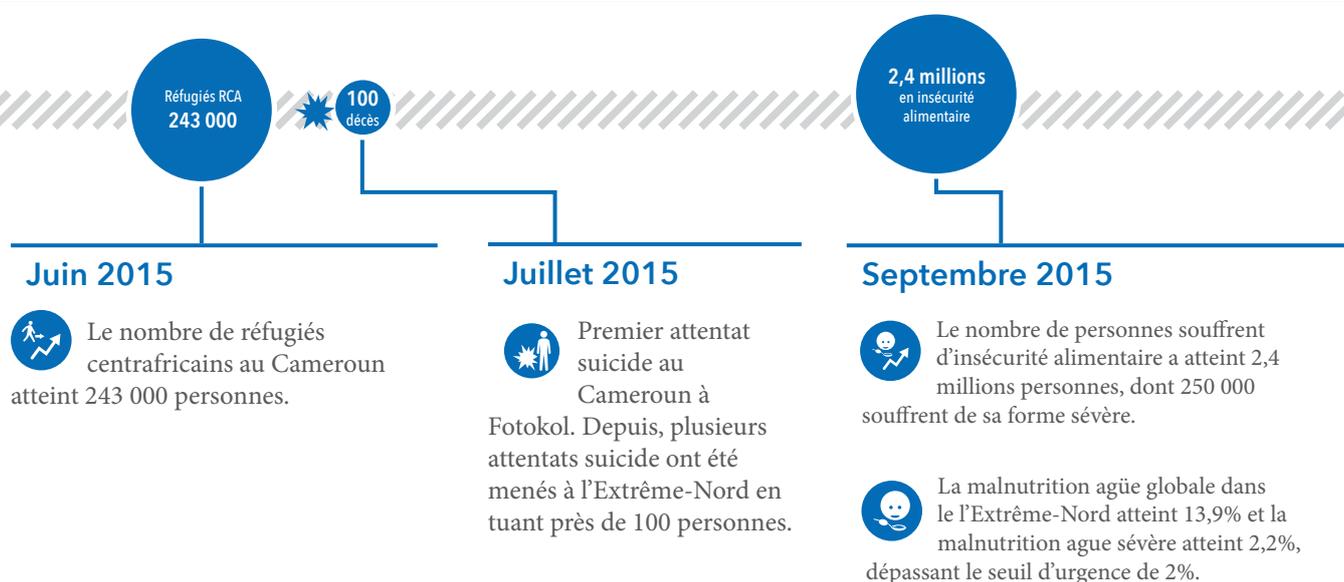
Les activités commerciales perturbées ou interrompues par les fermetures des frontières, la violence et les attaques de bandes armées sur les convois de marchandises et les attentats perpétrés contribuent à exacerber l'insécurité alimentaire des populations des régions affectées.

Les populations souffrent aussi d'une augmentation importante des taux de malnutrition¹¹. Dans la région de l'Extrême-Nord, la malnutrition aigüe globale se rapproche du seuil d'urgence (> 15%). Environ 12 pour cent des enfants souffrent de malnutrition aigüe modérée (contre 7% en 2014), et 2,2 pour cent sont atteints de malnutrition aigüe sévère, dépassant le seuil d'urgence de 2 pour cent. Ceci représente plus de 176 000 enfants de moins de 5 ans vulnérables.

L'accès aux services essentiels déjà précaire s'est détérioré dans les régions touchées par les conflits. Dans l'Extrême-Nord, environ 135 écoles ont été fermées à cause de l'occupation par les groupes armés, du conflit ou des pillages ou parce qu'elles servent d'abris aux populations déplacées. En conséquence, plus de 35 000 enfants -dont 43 pour cent sont de filles- ne sont plus scolarisés ou devront aller à l'école hors de leur communauté d'origine. Les centres de santé, dont l'accès et la qualité des services étaient déjà limités, sont de plus en plus sous pression en raison des déplacements et de l'afflux de blessés graves des attentats. L'accès à l'eau de l'assainissement pâtit aussi de l'afflux des populations. Ceci est très préoccupant, au regard des fréquentes et récentes épidémies telles que le choléra, la poliomyélite, la rougeole, la fièvre jaune et la méningite.

Les pratiques traditionnelles néfastes, surtout les mariages précoces, sont de plus en plus utilisées par les familles en tant que stratégie de survie. L'augmentation des attaques dans l'Extrême-Nord perpétrées par des femmes et filles exacerbe leur stigmatisation, et les cas de violences sexuelles et basées sur le genre sont également en hausse du fait des déplacements.

11. SMART 2015, Novembre 2015



DÉSAGRÉGATION DU NOMBRE DE

PERSONNES AYANT
BESOIN D'ASSISTANCE

Quatre régions concentrent près de 90 pour cent des personnes en besoin d'assistance humanitaire: Extrême-Nord, Est, Adamaoua et Nord.

Parmi les 2,7 millions de personnes en besoin d'assistance humanitaire, 1,7 million sont des populations vulnérables locales, 553 000 des populations hôtes, 324 000 des réfugiés centrafricains et nigériens et 93 000 des personnes déplacées internes. Sur cet ensemble, les moins de 18 ans représentent 60 pour cent.

NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

2,7_M

NOMBRE DE PERSONNES AYANT BESOIN D'ASSISTANCE PAR SECTEUR

	PAR STATUT								PAR SEXE & AGES		TOTAL
	Réfugiés Nigéria	Réfugiés CAR <15ans	Réfugiés CAR >15ans	Autres nationalités	PDI	Retournés (anciens PDI)	Populations hôtes	Autres Personnes dans le besoin	% Femme	% Enfants, adultes pers. âgées	Personnes dans le besoin
 Sécurité Alimentaire	63k	98k	144k		93k	19k	553k	1,4M	51%	58 38 03	2,383k
 Nutrition	10k	7k	10k		15k		41k	348k	61%	80 20 0	433k
 Eau Hygiène et Assainissement	65k	98k	144k		93k		553k	58k	51%	58 38 03	1,011k
 Santé	61k	109k	144k	5k	93k	19k	553k	96k	51%	58 38 03	1,080k
 Abris / NFI	65k	109k	144k	5k	93k	19k	553k		51%	58 38 03	988k
 Education	28k	52k	71k		48k		128k		51%	100 0 0	327k
 Protection	65k	109k	144k	5k	93k	19k	553k		61%	58 38 03	988k
 Protection de l'enfance	40k	61k	81k		53k		252k	63k	51%	100 0 0	549k
 VSBG	34k	57k	75k		48k		230k	253k	67%	11 83 06	697k
 Relèvement Précoce	65k	109k	144k	5k	93k	19k	553k	232k	51%	58 38 03	1,219k

PERSONNES DANS LE BESOIN

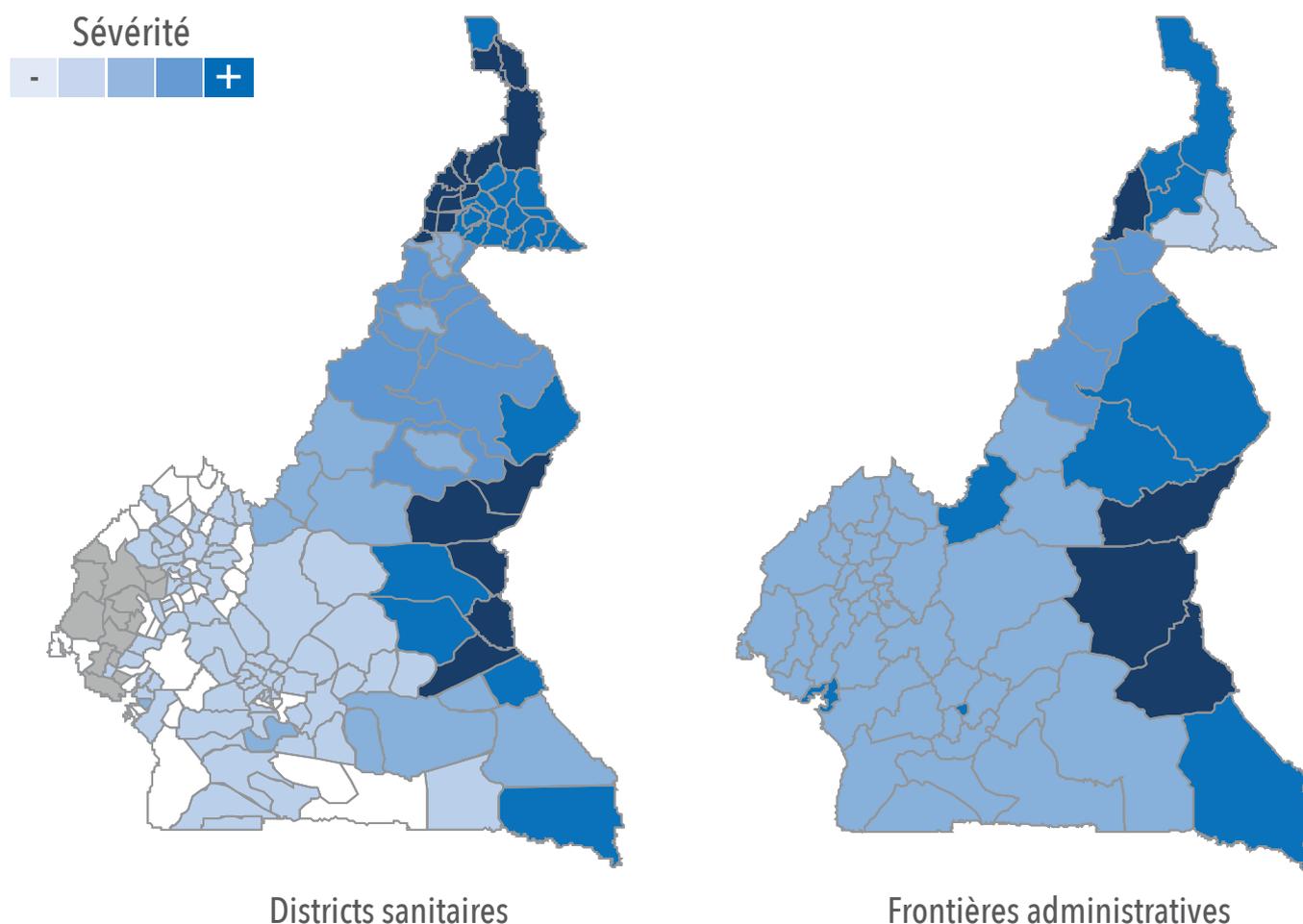
(EN MILLIERS)

	PAR STATUT						TOTAL
	Population	Réfugiés	Déplacés	Communités hôtes	Population vulnérable	Population dans le besoin	% pers. dans le besoin
 ADAMAOUA	1 201	65,5	-	55,5	180,4	301,5	25%
 CENTRE	4159,5	14,7	-	-	90,3	105	3%
 EST	835,6	166,5	-	152,4	19,2	338,1	40%
 EXTREME-NORD	3993	61,4	92,7	336,2	970,3	1479,2	37%
 LITTORAL	3355	9,2	-	-	53,4	62,5	2%
 NORD	2442,6	4,4	-	8,8	248,9	262	11%
 NORD-OUEST	1968,6	-	-	-	58,3	58,3	3%
 OUEST	1921,6	-	-	-	31,2	31,2	2%
 SUD	749,6	-	-	-	20,1	20,1	3%
 SUD-OUEST	1553,3	1,8	-	-	16,5	18,3	1%
TOTAL	22 180	323	93	553	1689	2676	12%

SÉVÉRITÉ DES

BESOINS

Plus de 89 pour cent des personnes en besoin d'assistance humanitaire résident dans les quatre régions les plus affectées par les vulnérabilités structurelles et les conséquences des conflits en République Centrafricaine et au nord-est du Nigéria voisin. La majorité des personnes en besoin d'assistance se trouvent dans l'Extrême-Nord (62 pour cent) et le reste dans les régions de l'Est (14 pour cent), de l'Adamaoua (13 pour cent) et du Nord (11 pour cent).



Comparaison des besoins - les secteurs de la santé et de la nutrition ont utilisé les limites de la circonscription de santé tandis que les autres secteurs utilisent les frontières administratives nationales (c'est-à-dire les régions, les départements).

INFORM RISK PROFILE 2016

CAMEROUN

Au Cameroun, les régions de l'Extrême-Nord et du Nord sont classifiées à très haut risque et la région de l'Est à haut risque. Ceci s'explique notamment par les niveaux élevés de plusieurs facteurs de vulnérabilité (déplacements, malnutrition et condition des enfants de moins de 5 ans) et l'exposition aux risques naturels (telles que les inondations et la sécheresse) et les facteurs humains (notamment les conflits).



Version 2.0.2 - August 2015

INDICATEUR DE RISQUES PAR REGION

REGIONS	Food Insecurity Probability	Physical exposure to flood	Land Degradation	Agriculture Droughts probability	Natural	Political violence	Conflict Intensity & Regime Stability	Human	HAZARD	Development & Deprivation	Inequality	Aid Dependency	Socio-Economic Vulnerability	Uprooted people	Health Conditions	Children U5	Malnutrition	Recent Shocks	Food Security	Other Vulnerable Groups	Vulnerable Groups	VULNERABILITY	DRR	Governance	Institutional	Communication	Physical infrastructure	Access to health care	Infrastructure	LACK OF COPING CAPACITY	RISK
Sud	x	2.3	8.5	0.0	2.3	x	3.0	3.0	2.7	4.8	8.8	1.0	4.8	0.0	5.9	4.9	1.4	0.0	x	3.4	1.9	3.5	5.1	7.0	6.1	5.6	5.5	6.0	5.7	5.9	3.8
Nord-Ouest	x	2.3	8.9	4.2	2.3	x	3.0	3.0	2.6	5.1	8.8	1.0	5.0	0.0	5.8	3.2	0.6	0.0	x	2.7	1.5	3.4	5.1	7.0	6.1	6.5	5.5	6.6	6.2	6.1	3.8
Ouest	x	2.5	10.0	6.3	2.5	x	3.0	3.0	2.8	4.9	8.6	1.0	4.9	0.0	5.6	4.4	0.1	0.0	x	2.9	1.6	3.4	5.1	7.0	6.1	6.2	5.5	5.9	5.9	6.0	3.8
Sud-Ouest	x	3.0	6.9	0.0	3.0	4.0	3.0	3.3	3.2	4.8	8.8	1.0	4.8	0.0	5.5	5.8	0.6	0.0	x	3.4	1.9	3.5	5.1	7.0	6.1	5.9	5.5	6.6	6.0	6.0	4.0
Littoral	x	2.5	1.9	0.0	2.5	x	3.0	3.0	2.8	4.5	8.8	1.0	4.7	3.5	5.3	6.0	0.4	0.0	x	3.4	3.5	4.1	5.1	7.0	6.1	5.7	5.5	6.5	5.9	6.0	4.1
Centre	x	2.5	3.1	8.3	2.5	x	3.0	3.0	2.7	5.2	8.8	1.0	5.0	3.7	6.7	5.6	0.9	0.0	x	3.9	3.8	4.4	5.1	7.0	6.1	6.2	5.5	6.2	6.0	6.0	4.2
Adamaoua	x	2.1	10.0	6.3	2.1	x	3.0	3.0	2.6	6.0	8.8	1.0	5.4	7.4	6.2	6.6	3.7	0.5	x	4.6	6.2	5.8	5.1	7.0	6.1	7.3	5.5	6.2	6.3	6.2	4.5
Est	x	4.7	8.5	0.0	4.7	x	5.5	5.5	5.1	6.0	8.8	1.0	5.4	8.7	6.1	5.4	2.0	0.0	x	3.8	6.9	6.2	5.1	7.0	6.1	6.9	5.5	6.0	6.1	6.1	5.8
Nord	x	9.4	5.8	7.3	9.4	x	5.5	5.5	8.0	8.2	8.8	1.0	6.5	3.0	6.2	7.6	3.6	0.3	x	5.0	4.1	5.4	5.1	7.0	6.1	7.7	5.5	6.6	6.6	6.3	6.5
Extreme-Nord	x	5.4	7.7	6.3	5.4	x	8.0	8.0	6.9	8.9	8.6	1.0	6.9	7.5	6.2	8.0	4.8	0.3	x	5.4	6.6	6.7	5.1	7.0	6.1	7.8	5.5	6.2	6.5	6.3	6.6

PARTIE II:

APERÇU DES BESOINS

PAR SECTEUR

INFORMATION PAR SECTEUR

-  Sécurité alimentaire
-  Nutrition
-  Eau, hygiène et assainissement
-  Santé
-  Abris et besoins non-alimentaires
-  Education
-  Protection
-  Protection des enfants
-  Violence sexuelle et basée sur le genre
-  Relèvement précoce et résilience

DÉFICIT D'INFORMATION ET PLANIFICATION
DES EVALUATIONS DES BESOINS

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

APERÇU



La situation globale de la sécurité alimentaire s'est détériorée en raison de chocs multiples. Les partenaires estiment que près de 2,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, soit une augmentation de 18 pour cent par rapport à janvier 2015 et de 300 pour cent par rapport à 2012. Parmi elles, 250 000 sont en situation de crise et ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Si dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua où sont hébergés les réfugiés de RCA la situation semble s'améliorer, l'insécurité alimentaire demeure très préoccupante dans le Nord et l'Extrême-Nord, où une personne sur trois est en situation d'insécurité alimentaire. Parmi les nombreuses personnes en insécurité alimentaire figurent des milliers de personnes déplacées.

Le Gouvernement estime que la production céréalière globale dans la région de l'Extrême-Nord a chuté de plus de 50 pour cent en 2015 par rapport à 2014 et de 75 pour cent par rapport à 2013. Le déficit vivrier devrait atteindre 200 000 tonnes fin 2015. L'aggravation de la situation est probable dans l'Extrême-Nord étant donné l'impact de l'insécurité sur l'agriculture sur les marchés ainsi que les prévisions climatiques peu favorables liées à « El Niño » pour la zone sahélienne.

POPULATION AFFECTÉE

Environ 17% de la population en besoin d'assistance alimentaire est constitué de déplacés : 242 000 réfugiés Centrafricains, 63 000 réfugiés Nigériens et 93 000 personnes déplacées internes. 553 000 personnes issues des communautés hôtes (23%) ont vu leurs moyens de subsistance et l'accès à l'alimentation se détériorer en raison de la charge supplémentaire générée par la présence de déplacés dans leurs localités. A cela s'ajoutent 1,4 million de personnes (60%) issues des zones les plus affectées par les chocs climatiques et l'impact de l'insécurité. Les personnes déplacées et les familles hôtes sont en particulier touchées par l'insécurité alimentaire. On estime que 75 pour cent d'entre elles ont développé des mécanismes d'adaptation de crise telles que la réduction des dépenses non alimentaires, la vente d'actifs productifs et la mendicité.

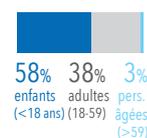
PERS. DANS LE BESOIN

2,4M

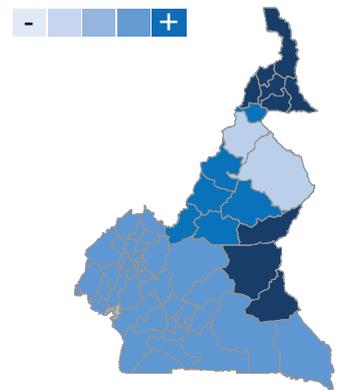
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



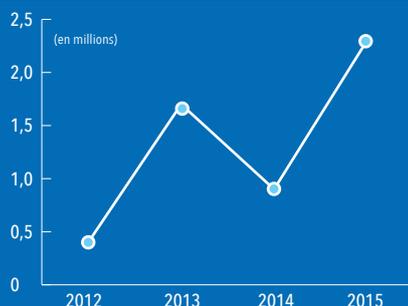
BESOINS HUMANITAIRES

Les familles d'accueil, les personnes déplacées internes et les populations locales vulnérables des zones affectées par les déplacements de population, et celles des zones non affectées ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence durant les périodes les plus difficiles de l'année (soudure – juillet, août, septembre). Afin de stabiliser leur situation, elles ont besoin d'un appui en ressources financières, en semences et autres intrants agricoles ainsi que d'un suivi technique le long de la campagne agricole pour une production optimale afin de sauvegarder leurs moyens d'existence.

BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

Les réfugiés ont été contraints d'abandonner l'essentiel de leurs ressources (cheptels, terres, cultures et productions). Ils ont besoin d'une assistance alimentaire et d'un appui pour mener des activités génératrices de revenus, notamment l'agriculture et l'élevage. Si d'importants progrès ont été faits dans le cadre de l'autonomisation des anciens réfugiés Centrafricains, l'afflux de nouveaux réfugiés a contraint certains à retomber dans la précarité. Concernant les réfugiés Nigériens, si l'assistance est disponible au camp de Minawao, la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile hors camp est très précaire vu les circonstances sécuritaires et politiques actuelles. Dans le cas des réfugiés Nigériens à Minawao, les problèmes de sécurité ont empêché les ménages d'accéder aux différents moyens de production.

TENDANCE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



SÉVÉRITÉ



POPULATION AFFECTÉE

1 personne sur **3**
dans l'Extrême Nord souffre d'insécurité alimentaire



NUTRITION

APERÇU



En 2016, les partenaires estiment que plus de 433 000 personnes, principalement des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes ou allaitantes (FEFA) seront vulnérables sur le plan nutritionnel. 258 000 enfants souffriront de malnutrition aigüe globale (MAG) à travers le pays, soit une augmentation de près de 25 pour cent par rapport à 2015 et à la moyenne des trois dernières années. La situation nutritionnelle des populations est la plus précaire dans les trois régions septentrionales de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua, avec une prévalence d'enfants atteints par la malnutrition aigüe entre 5 pour cent et 10 pour cent. La région de la bande sahélienne de l'Extrême-Nord présente une situation d'urgence en termes de malnutrition aigüe sévère (MAS) avec une prévalence de 2,2 pour cent. A travers le pays, les populations réfugiées présentent des taux de malnutrition variables en fonction du contexte, oscillant entre 5 pour cent et 16 pour cent. Elles sont, avec les populations hôtes et les personnes déplacées internes, parmi les plus exposés au manque d'accès à l'eau, au faible accès aux soins de santé, aux problèmes d'hygiène, d'épidémies, et aux conséquences des mauvaises récoltes pouvant entraîner une détérioration rapide de leur état nutritionnel.

POPULATION AFFECTÉE

250 000 enfants de moins de cinq ans seront atteints de malnutrition aigüe globale (MAG) dans les 4 régions prioritaires dont 87 pour cent à l'Extrême-Nord. 68 000 (soit un enfant malnutri sur quatre) souffriront de la forme sévère. De plus, 50 000 femmes enceintes et allaitantes seront exposées à une malnutrition aigüe modérée. Enfin, 9 000 enfants réfugiés de moins de 5 ans attendus pour une forme de malnutrition aigüe.

BESOINS HUMANITAIRES

Il est primordial pour les populations les plus vulnérables de maintenir et renforcer leur accès à une alimentation diversifiée et nutritive permettant ainsi de prévenir la détérioration de leur statut nutritionnel à la fois en agissant

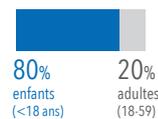
PERS. DANS LE BESOIN

433k

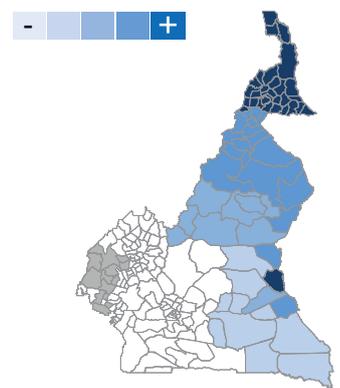
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS

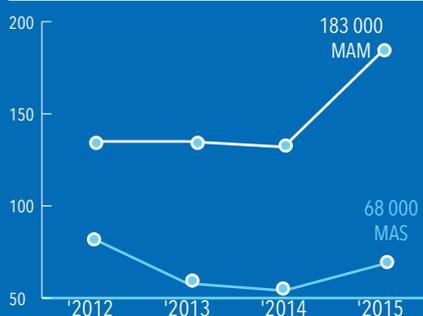


sur leur niveau de nutrition mais également en renforçant leur environnement sanitaire (santé, eau, hygiène). Les personnes déjà affectées par la malnutrition doivent pouvoir être dépistées et accéder à une prise en charge de qualité sachant que celle-ci s'intègre dans le fonctionnement d'un système de santé déjà chroniquement faible. Sans un soutien d'urgence, la malnutrition risque d'entraver le développement physique et cognitif et les capacités d'apprentissage d'une génération d'enfants Camerounais, ce qui aura, à long terme, des conséquences socioéconomiques sur les régions les plus touchées.

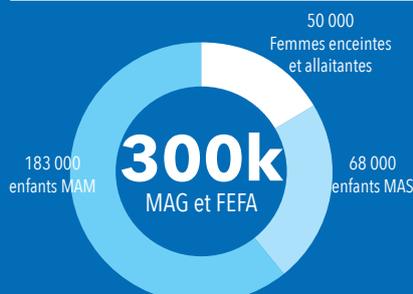
BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

Pour les réfugiés Centrafricains et Nigériens les principaux besoins identifiés sont de renforcer l'analyse de la situation nutritionnelle des populations et leurs accès aux services communautaires de prise en charge nutritionnelle (ambulatoire et hospitalisation) tout en assurant le renforcement des chaînes d'approvisionnement. Les aspects de prévention doivent être pris en compte avec le renforcement des bonnes pratiques alimentaires et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence.

TENDANCES



SÉVÉRITÉ



CAS DE MALNUTRITION

4 sur **5**
sont situés dans la région de l'Extrême-Nord



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

APERÇU



Selon les partenaires humanitaires, plus de 1 million de personnes nécessiteront un soutien essentiel en eau, hygiène et assainissement en 2016. L'arrivée de déplacés et de réfugiés dans des zones avec un faible accès à l'eau (53%-70%) et à l'assainissement de base (22%-64%), augmente la pression existante sur les infrastructures locales tout en risquant d'aggraver la prévalence déjà importante de la malnutrition et des épidémies. L'accès aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement reste inadéquat dans les sites et camps de réfugiés avec une moyenne de 18 litres d'eau potable par personne par jour et 20 personnes par latrine dans les sites aménagés qui hébergent les réfugiés Centrafricains et moins de 15 litres et 20 personnes par latrine pour le camp de réfugiés Nigériens. Dans les villages d'accueil, l'accès à ces infrastructures est encore plus faible. En outre, l'épidémie de choléra dans le Bassin du lac Tchad continue d'être une source d'inquiétude. En 2015, 123 cas et 6 décès enregistrés à la semaine 47 dont 95 pour cent des cas et 83 pour cent des décès rapportés sont dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. A cela s'ajoute des inondations récurrentes qui ont déplacé des milliers de personnes, notamment à l'Extrême-Nord.

POPULATION AFFECTÉE

Les réfugiés et les déplacés internes constituent 40 pour cent de la charge des besoins du secteur; 307 000 réfugiés ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement (EHA), dont 242 000 réfugiés Centrafricains (70 000 vivant dans les sites) dans les régions de l'Est, l'Adamaoua et le Nord, 65 000 réfugiés Nigériens (dont 45 800 vivant dans un camp) et environ 93 000 déplacés internes. De plus 553 000 populations hôtes nécessitent aussi une assistance en EHA, soit 55 pour cent du total des besoins. Des milliers de personnes sont à risque de choléra, dans les régions principalement de l'Extrême-Nord et du Nord, mais aussi du Sud-Ouest, du Centre et du Littoral. Les familles des 250 000 enfants malnutris dont 68 000 enfants malnutris aigus sévère attendus dans le pays en 2016 nécessiteront aussi une aide en EHA. L'accès restreint à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement place les femmes et les filles face à un risque accru, puisqu'elles sont vulnérables aux attaques et aux agressions sexuelles lors des trajets vers les points d'eau. Elles sont aussi particulièrement exposées au choléra, notamment lors d'activités telles que la préparation des aliments, la vaisselle, etc. Il existe également un risque que les inondations puissent générer des déplacements de personnes.

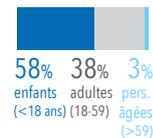
PERS. DANS LE BESOIN

1 M

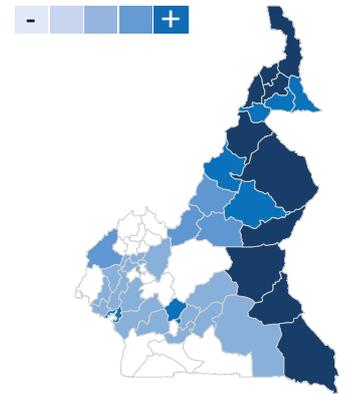
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



BESOINS HUMANITAIRES

Le faible accès à l'eau potable et à l'assainissement de base sont les principales causes de la malnutrition et des maladies hydriques, notamment le choléra. Les besoins humanitaires prioritaires, sous forme de réponse durable sur le long terme ou de paquets minimum de conditions EHA adaptés aux différentes vulnérabilités, incluent :

- La fourniture de services d'approvisionnement en eau potable ;
- La mise en place de services d'assainissement de base et d'adoption des bonnes pratiques et d'hygiène ;
- La promotion de l'hygiène auprès des populations à risques.

BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

L'accès, en quantité et en qualité à l'eau potable et aux services d'assainissement et d'hygiène (latrines, douches, aires de lavage) dans les sites et camps de réfugiés, les écoles et les centres sanitaires demeure insuffisant. En outre, la gestion des déchets et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène sont des besoins prioritaires. Dans le camp surpeuplé de Minawao, situé sur une zone de socle cristallin où la nappe est pauvre en eau, 60 pour cent des besoins sont couverts par la livraison en camions citernes en complément des forages avec pompes manuelles. Il est urgent de mettre en œuvre une solution durable pour l'accès à l'eau potable et en quantité suffisante, pour la population de ce camp. Dans les sites des réfugiés Centrafricains, le besoin d'améliorer l'accès aux services EHA nécessite l'installation de mini-système d'adduction d'eau dans les sites à forte concentration et la transformation des latrines/douches d'urgence en ouvrages plus durables.

ENFANTS À RISQUE DE MALNUTRITION

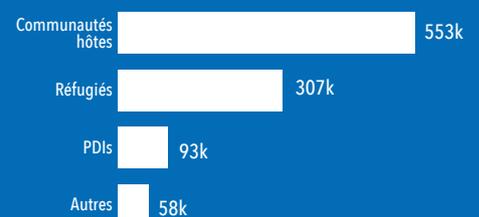
1 sur 2

personnes n'a pas accès à l'eau potable dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord

CHOLÉRA



POPULATION AFFECTÉE



SANTÉ

APERÇU



Les partenaires estiment que près de 1,1 million de personnes auront besoin d'assistance pour répondre à leurs besoins de santé essentiels en 2016, soit 20 pour cent de plus que l'année précédente. La situation sanitaire des régions prioritaires est caractérisée par une insuffisance des infrastructures de santé, d'hygiène et d'assainissement ainsi qu'une faible couverture vaccinale des populations qui favorisent une résurgence chronique des épidémies notamment de rougeole et de choléra. En 2015, 23 cas de choléra ont été enregistrés dans l'Extrême-Nord, tandis qu'une épidémie de rougeole est en cours dans la moitié (83 sur 189) des districts sanitaires du pays, affectant plus de 9 200 personnes, dont 2 381 (25,82%) cas dans le Nord, l'Extrême-Nord, l'Adamaoua et l'Est. Dans l'Extrême-Nord, l'insécurité a réduit l'accès aux services de santé de base pour 366 200 Camerounais. Plus de 25 centres sanitaires ne sont plus fonctionnels (destruction, manque d'accès ou de personnel) tandis que les mouvements constants de population et l'afflux de blessés suite aux multiples attentats, et épidémies, ajoutent une pression supplémentaire sur les services déjà dépassés. Depuis juillet 2015, les attentats-suicides ont fait plus de 384 blessés et 118 décès. Dans l'Est, l'Adamaoua et le Nord, la multiplication des sites informels de réfugiés Centrafricains et les ressources financières limitées réduisent l'accès aux soins.

POPULATION AFFECTÉE

Parmi les 1,1 million de personnes ayant besoin d'accès aux services sanitaires essentiels, les partenaires estiment que :

- L'intégralité (soit 430 000 personnes) des réfugiés, des personnes déplacées internes et des retournés (anciens déplacés internes) ont besoin d'accès aux soins de santé primaire ;
- 366 200 Camerounais vivants dans les régions de l'Extrême-Nord les plus touchées par l'insécurité n'ont plus accès aux soins de santé primaires depuis que 25 formations sanitaires (FOSA) sont désormais non-fonctionnelles ;
- 482 200 personnes sont à risque de rougeole ou d'autre épidémie, et 6 293 sont à risque de choléra ;
- Environ 41 200 (5%) femmes enceintes et 164 800 (20%) d'enfants de moins de 5 ans ont besoin de soins de santé spécifiques (soins périnataux, vaccination) ;
- Il est estimé qu'environ 1 000 blessés lors d'attentats auront besoin d'une assistance médicale spécifique.

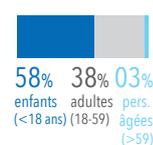
PERS. DANS LE BESOIN

1,1 M

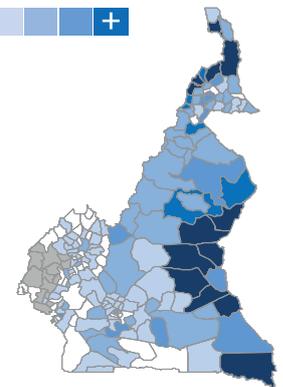
PAR SEXE



PAR ÂGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



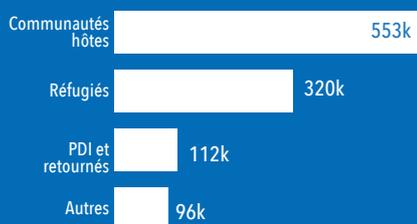
BESOINS HUMANITAIRES

La plupart des formations sanitaires (FoSA) (principalement à l'Extrême-Nord) manquent de médicaments et de matériel – notamment pour la prise en charge des malades chroniques telles que le VIH, le HTA, le diabète, la tuberculose multi-résistante, ainsi que de personnel spécialisé. L'offre de soins de santé reproductive et de l'enfant (accouchement, vaccination) est faible. Le problème de la prise en charge et du contrôle du VIH et de la Tuberculose au sein de cette population vulnérable se pose avec acuité. Dans l'Extrême-Nord, la hausse des attentats génère de nouveaux défis car les blessés requièrent une expertise particulière. Le plateau technique des hôpitaux et le personnel qualifié manquent gravement pour les soins secondaires et tertiaires, en particulier la traumatologie et la prise en charge des grands brûlés.

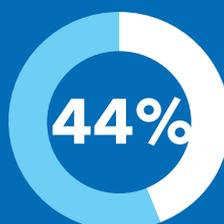
BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

Les populations réfugiées dépendent quasi exclusivement de l'assistance humanitaire pour l'accès aux soins. Le renforcement de l'accès à la vaccination, aux antirétroviraux et aux services de santé reproductive; le manque de centres sanitaires dans les zones d'accueil des réfugiés, le manque de personnel et de matériel dans les structures existantes et la faiblesse des activités de prévention communautaire des maladies transmissibles sont des défis majeurs. Il est aussi nécessaire de renforcer les interventions en santé mentale pour les populations déplacées et réfugiées, ainsi que les populations locales issues des zones touchées par la violence et les attentats, puisque beaucoup de familles, et notamment de femmes et des enfants, ont été témoins de scènes traumatisantes et ont perdu des proches.

POPULATION AFFECTÉE



ÉPIDÉMIES DE ROUGEOLE



Districts sanitaires touchés par les épidémies de rougeole

BESOINS IDENTIFIÉS

1 personne sur 5 vivant dans les régions les plus touchées a besoin d'assistance pour subvenir à ses besoins de santé essentiels



ABRIS ET BESOINS NON-ALIMENTAIRES

APERÇU



Les partenaires estiment que près de 1 million de personnes auront besoin d'une assistance en abris et NFIs. Durant les six premiers mois de 2015, les réfugiés les plus vulnérables fuyant la violence en RCA ont été transférés vers des sites aménagés avec le déploiement de tous les volets de l'assistance humanitaire : 70 000 réfugiés vivent dans sept sites dans la région de l'Est et de l'Adamaoua; et 65 000 dans les villages d'accueil à l'Est, dans l'Adamaoua et au Nord. Dans l'Extrême-Nord, plus de 45 800 réfugiés Nigériens qui ont fui le conflit dans leur pays se sont installés dans le camp de Minawao – autour de 15 000 vivent hors camp.

POPULATION AFFECTÉE

Les personnes les plus affectées et sans abris adéquats incluent :

- 307 000 réfugiés dont 234 000 Centrafricains dans les régions de l'Est, l'Adamaoua et du Nord et 63 000 réfugiés Nigériens dans l'Extrême-Nord ;
- 93 000 personnes déplacées internes dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ;
- 553 000 personnes au sein des populations hôtes dont 336 000 dans zones d'accueil des PDI dans l'Extrême-Nord et 216 000 dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, et de l'Extrême-Nord.

BESOINS HUMANITAIRES

Dans la fuite de leurs lieux d'origine, les personnes déplacées internes ont abandonné leurs biens y compris leurs abris. 93 000 personnes sont des déplacées à l'Extrême-Nord dont 24 pour cent vivent dans des maisons en location dans les villes, 7 pour cent dans les structures endommagées ou inachevées et 5 pour cent dans les centres collectifs autres 64 pour cent vivent dans les familles d'accueil. Ces populations ont urgemment besoin d'un abris et des NFIs vue la vulnérabilité

PERS. DANS LE BESOIN

988k

des populations hôtes.

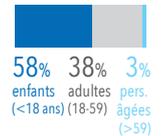
Une assistance en abris et NFIs est nécessaire notamment :

- Assistance en NFIs pour 80 pour cent des PDI et en abri pour 36 pour cent des PDI ;
- 20 pour cent des populations hôtes (110 000 personnes) des villages d'accueil des régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, et dans l'Extrême-Nord sont dans le besoin d'un appui similaire (kits abris et NFIs).

PAR SEXE



PAR AGE

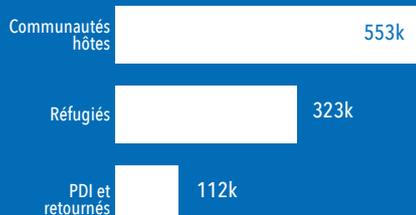


BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

Tous les réfugiés vivant dans des sites aménagés et au camp de Minawao ont besoin d'un toit pour vivre en toute dignité et sécurité. Pour cela, les réfugiés centrafricains vivant dans des sites aménagés et villages d'accueil, ont besoin de kits de construction et d'un appui technique pour la construction de 32 000 abris semi-permanents. Dans les sites aménagés et villages d'accueil, les familles vulnérables (réfugiés et communautés hôtes) auront besoin d'un appui pour la construction entière de 7 000 abris.

Les réfugiés Nigériens dans le camp ont besoin : construction de 3000 abris transitionnels en faveur des ménages vulnérables ; la distribution de 6000 kits abris transitionnel aux ménages non vulnérables pour la construction par eux-mêmes de leurs abris ; la distribution de 1000 kits outils communautaire de construction.

POPULATION AFFECTÉE



BESOIN EN ABRIS POUR LES PDI



BESOIN EN NFI POUR LES PDI



EDUCATION

APERÇU



Les acteurs du secteur estiment que 327 000 enfants en âge scolaire (3 – 17 ans) seront affectés par les différentes crises (afflux de réfugiés, déplacements de population) et ont donc besoin d'une assistance humanitaire dans les 4 régions concernées (Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord). Ces régions font partie de la zone d'éducation prioritaire. Elles présentent les plus faibles indicateurs en termes de scolarisation notamment des filles, de rétention, de qualité de l'enseignement et d'acquis scolaires des élèves. Les différentes crises humanitaires exercent une pression supplémentaire sur un secteur éducatif déjà confronté à d'importants problèmes structurels en termes d'enseignants et d'infrastructures. Les enfants affectés ayant été déscolarisés pendant quelques années ont également vécu des épisodes traumatiques. Le niveau de vulnérabilité auquel ils sont soumis est très élevé. Il s'agit notamment des attaques potentielles de leurs villages, d'enrôlement forcé pour les garçons, le risque de viol et le mariage précoce pour les filles par les combattants de Boko Haram présents dans le nord du pays mais également de groupes rebelles à l'est.

POPULATION AFFECTÉE

Les évaluations menées dans le secteur éducation ont révélé la présence de :

- 150 900 enfants réfugiés en âge scolaire (3-17 ans). Parmi les 122 800 provenant de la RCA, 70 700 sont arrivés au Cameroun depuis décembre 2013. Ces réfugiés se concentrent dans les régions de l'Est, l'Adamaoua et du Nord et 90 pour cent de leurs enfants n'avaient jamais été scolarisés avant leur arrivée au Cameroun. Les 28 100 autres réfugiés proviennent du Nigéria et sont concentrés dans l'Extrême-Nord ;
- Le secteur estime également que le nombre de déplacés internes est de 48 200 en besoin d'éducation d'urgence. Ils sont essentiellement basés dans l'Extrême-nord et une minorité seulement est identifiée dans la région du Nord ;
- Enfin, 128 200 enfants sont régulièrement scolarisés dans les écoles accueillant massivement des enfants réfugiés ou déplacés internes et constituent ainsi la population hôte.

BESOINS HUMANITAIRES

Les enfants affectés vivant dans les communautés réfugiées, hôtes ou de déplacés internes ont besoin d'accéder à une éducation de qualité dans un environnement protecteur. A cette fin, il est nécessaire d'une

PERS. DANS LE BESOIN

327_k

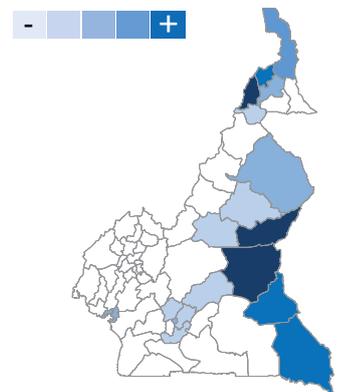
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



part, d'accroître les capacités d'accueil des écoles et des villages hôtes et, d'autre part, de renforcer la qualité de l'encadrement pédagogique. Les besoins sont donc identifiés pour la construction de nouvelles salles de classe ou la réhabilitation de celles qui sont endommagées, des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement, la distribution d'équipements et de matériel d'apprentissage et d'enseignement ainsi que la formation des enseignants et des autres personnels des services d'éducation. Les enfants affectés ont par ailleurs un grand besoin d'appui psychosocial et de renforcement en compétences de vie (hygiène, cohésion sociale).

BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

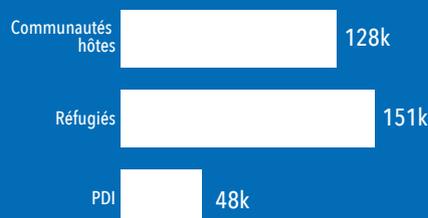
En vue de permettre l'accès des enfants réfugiés à une éducation de qualité, les capacités des écoles publiques qui accueillent de nombreux enfants réfugiés au sein des communautés hôtes doivent être améliorées en termes des salles de classe, d'infrastructures EHA, d'enseignants et de matériels didactiques. Avec l'implication des parents réfugiés, il est nécessaire de poursuivre la remise à niveau d'une partie des enfants réfugiés vivant dans les sites aménagés avant leur intégration dans les écoles publiques. Dans l'Extrême-Nord, outre le besoin en infrastructures d'accueil, il y a également une grande nécessité de renforcer les capacités des écoles créées dans le camp de Minawao en termes d'enseignants, salles de classes et de fournitures scolaires. L'appui à l'alphabétisation des 15-24 ans, la formation professionnelle ou le programme alternatif pour les enfants non scolarisés (9-17 ans) pour les jeunes réfugiés Centrafricains et Nigériens devraient être considérés dans la réponse humanitaire du secteur de l'éducation.

ÉCOLES FERMÉES

135

écoles ont été fermées, dans l'extrême nord forçant environ 40 000 élèves à étudier à l'extérieur de leur communauté.

POPULATION AFFECTÉE



ACCÈS À L'ÉDUCATION

1 sur 5

écolier réfugié ou déplacé a accès à l'éducation



PROTECTION

APERÇU



Les partenaires estiment que près d'un million de personnes sont en besoin de protection. Dans l'Extrême-Nord, la hausse des attaques et de la violence liée à la présence de Boko Haram a provoqué les déplacements internes massifs et répétés de communautés camerounaises et bouleversé l'équilibre social et l'économie déjà précaires des zones d'accueil. Les réfugiés, les déplacés ainsi que les populations de certains villages frontaliers du Nigéria font face à de nombreux risques de protection, y compris des atteintes aux droits humains, et certains groupes perçus comme étant associés à Boko Haram sont à risque de stigmatisation et de harcèlement. Le maintien du droit d'asile est également une préoccupation majeure, afin de prévenir le refoulement et d'assurer que les mouvements se font à l'initiative des populations. Dans les zones proches de la RCA et du Nigéria, la violence transfrontalière génère aussi d'importants besoins en termes de protection.

POPULATION AFFECTÉE

Les groupes vulnérables sont à risque de violations de leurs droits et dépendent d'une assistance multisectorielle pour subvenir à leurs besoins, améliorer leurs moyens d'existence et assurer leur protection :

- 144 000 nouveaux réfugiés Centrafricains à l'Est, l'Adamaoua et le Nord ;
- 108 000 anciens réfugiés Centrafricains à l'Est, l'Adamaoua et le Nord ;
- 65 000 réfugiés Nigériens à l'Extrême-Nord ;
- 93 000 déplacés internes ;
- 18 600 déplacés internes qui sont retournés dans leurs villages d'origine ;
- 553 000 personnes des communautés hôtes dans les quatre départements de l'Extrême-Nord qui sont directement affectées par la crise nigérienne et dans les 8 départements à l'Est, l'Adamaoua et au Nord qui abritent des réfugiés centrafricains.

BESOINS HUMANITAIRES

L'intensification de la violence dans l'Extrême-Nord, le renforcement de la présence militaire camerounaise et de la force multinationale pour contrer la menace de Boko Haram, pourraient provoquer des affrontements et une hausse des déplacements de populations

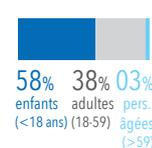
PERS. DANS LE BESOIN

988k

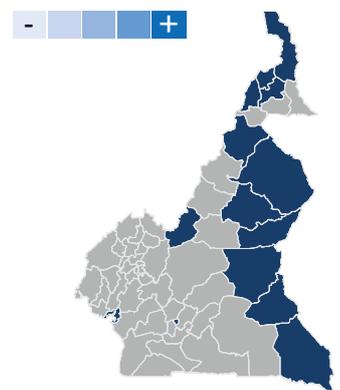
PAR SEXE



PAR ÂGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS

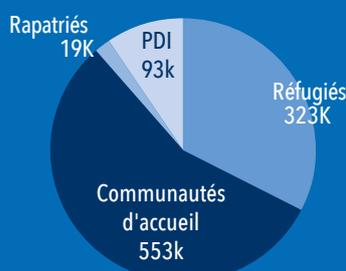


civiles. Le suivi et l'analyse de la situation de protection, la formation des autorités et le plaidoyer auprès des autorités locales pour la délivrance de document d'identité, sont des besoins prioritaires.

BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

- L'accès à l'asile, notamment en renforçant l'enregistrement biométrique et la documentation pour faciliter la vérification rapide, précise et fiable et la protection de l'identité, la formation des autorités et forces de l'ordre sur les droits d'asile, ainsi qu'une coordination transfrontalière avec les équipes humanitaires de RCA et du Nigéria pour prévenir le refoulement, dont plus de 40 cas ont été observés au cours de l'année 2015, (il est essentiel de revenir sur le nombre de cas de refoulement des Nigériens) ;
- Le maintien de la liberté de mouvement des réfugiés. Dans l'Extrême-Nord notamment, les mesures sécuritaires du gouvernement camerounais ont impliqué des limitations des mouvements de la population réfugiée nigérienne, ce qui a eu un impact négatif sur les perspectives d'autonomisation des réfugiés, alors que le camp de Minawao a atteint sa capacité d'accueil maximale ;
- La préservation du caractère civil et humanitaire des sites ou camp de réfugiés, afin de préserver la protection des réfugiés ainsi que l'asile qu'offre le Cameroun et la cohabitation pacifique avec la population locale, tant dans les sites aménagés de l'Est que dans le camp de Minawao, dans le nord du pays ;
- La réunification familiale, notamment inter frontalière ;
- Le suivi de la procédure judiciaire et le suivi de détention.

PERSONNES DANS LE BESOIN



ENFANTS DANS LE BESOIN

2 sur 3

des personnes dans le besoin sont des enfants



PROTECTION DES ENFANTS

APERÇU



Les partenaires estiment que 549 000 d'enfants sont en besoin de protection. Dans l'Extrême-Nord, des milliers d'enfants en rupture familiale et en détresse psychosociale sont déplacés suite au conflit armé provoqué par Boko Haram. Des enfants sont placés en détention provisoire suite aux mesures sécuritaires, sans qu'un réel dispositif juridique et de prise en charge adapté ne soit en place. A ces enfants s'ajoutent les enfants réfugiés qui ont fui le conflit armé au Nigéria et ceux à l'Est, Adamaoua et Nord qui ont fui le conflit armé en RCA.

POPULATION AFFECTÉE

57 pour cent des 93 000 personnes déplacées internes sont des enfants (53 000). Ces derniers font face à des risques multiples: négligence, exploitation, travail forcé, enlèvement, recrutement par les groupes armés, mariage précoce, abus et violence sexuels et difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation. Le recrutement des enfants par Boko Haram pour perpétrer des attentats pose un risque particulier.

Les enfants, jeunes et adolescents en situation de séparation familiale (vivant dans la rue, avec un maître coranique, issus des migrations économiques transfrontalières, etc.) risquent, à terme, de rejoindre les rangs de Boko Haram si rien n'est fait pour eux. Ces risques sont exacerbés par la perte ou l'absence de documents légaux. Ils deviennent source de méfiance de la part des communautés et autorités. De plus, 252 000 enfants issus des communautés hôtes et 63 000 enfants des familles vulnérables sont aussi en besoin de protection.

Les 181 000 enfants, représentant 56% de la population de réfugiés enregistrés au Cameroun (Nigeria et RCA), sont les premiers touchés par la séparation familiale, les difficultés d'accès à l'éducation/la santé et sont souvent exposés aux risques d'exploitation économique et sexuelle, à la détention arbitraire pour suspicion d'association aux groupes armés au sein des communautés hôtes, au mariage précoce et au non enregistrement de leur naissance. La majorité des réfugiés vit dans des zones d'accueil où les services étatiques ont de faibles capacités de déploiement, de prise en charge et des services de protection de l'enfant.

PERS. DANS LE BESOIN

549k

PAR SEXE



PAR AGE



BESOINS HUMANITAIRES

- Renforcement du système d'identification, de documentation, de recherche et réunification familiale, tout en assurant le placement et le suivi des enfants non-accompagnés et séparés (ENA/ES) dans des familles d'accueils ;
- Prise en charge adaptée et rapide des enfants exposés ou victimes de violences, accompagnement psychosocial, appui juridique, référencement aux services de soins et santé, et éducation) ;
- Reconstitution des actes de naissances des enfants déplacés internes grâce aux jugements supplétifs (établissement hors des délais légaux) ;
- Prévention des risques de séparation familiale, endoctrinement, recrutement d'enfants par Boko Haram ou toute autre organisation non respectueuse des droits des enfants ;
- Renforcement des systèmes de protection de l'enfance en soutenant les mécanismes de participation communautaire.

BESOINS DES POPULATIONS RÉFUGIÉES

- Renforcement des systèmes de protection de l'enfance en soutenant les mécanismes de participation communautaire et la coordination multisectorielle en appui aux services étatiques ;
- Référencement et prise en charge holistique des enfants à risque, particulièrement pour le soutien psychosocial ainsi que pour l'identification, documentation, recherche familiale, et réunification familiale des ENA/ES ;
- Poursuite et plaidoyer pour l'obtention de documents légaux des enfants nés hors du territoire.

ENFANTS SÉPARÉS

2 242

enfants déplacés sont séparés de leurs familles.



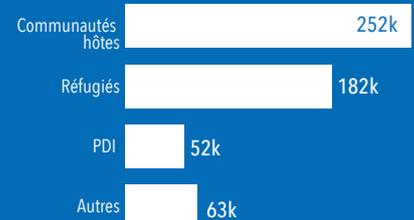
ENFANTS EN DÉTENTION

35

garçons en détention pour des mesures de sécurité et de prévention dans les 3 derniers mois au Juvénile Quarter à Maroua



POPULATION AFFECTÉE



VIOLENCES SEXUELLES ET BASÉES SUR LE GENRE

APERÇU



Les partenaires estiment que près de 700 000 personnes sont en besoin de protection contre la violence sexuelle et basée sur le genre. Près de 6,2 pour cent des femmes et filles ont déclaré avoir subi une violence sexuelle (viol ou tentative de viol) depuis leur déplacement, et 66 pour cent ont indiqué qu'elles ont subies des actes de violence psychologique et verbale, y compris la privation des libertés, le mépris et le traumatisme. Les pratiques traditionnelles néfastes, surtout les mariages précoces, sont en hausse comme stratégie de survie pour les familles et de réduction de la promiscuité des filles. L'avantage économique que procure la dot contribue à des mariages plus jeunes qu'auparavant et dans des conditions moins favorables. Les cas de violence domestique, les viols et la violence psychologique sont aussi en hausse à l'Extrême-Nord et sont causés par le conflit armé avec Boko Haram ainsi que l'Est du pays causés par le conflit armé en RCA.

POPULATION AFFECTÉE

Les populations les plus exposées à la VSBG sont les femmes et filles : 165 000 réfugiés, dont 131 000 Centrafricains et 34 000 Nigériens ; 48 000 personnes déplacées internes ; 230 000 communautés hôtes et 253 000 populations locales. Les filles et femmes non-accompagnées ou en situation de séparation familiale ainsi que les ménages monoparentaux dirigés par des femmes ou des hommes sont parmi les plus exposées à la VSBG. S'y ajoutent les familles déplacées ou réfugiées qui se trouvent forcées de recourir à des stratégies de survie néfastes qui peuvent exposer les filles et femmes à la VSBG.

BESOINS HUMANITAIRES

- Extension de la sensibilisation de la population (femmes, filles, hommes, garçons) sur les violences contre les femmes et les filles et de la vulgarisation d'information sur leurs droits.
- Renforcement de la prise en charge holistique (médical, psychosocial, socio-économique et judiciaire) pour

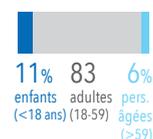
PERS. DANS LE BESOIN

697k

PAR SEXE



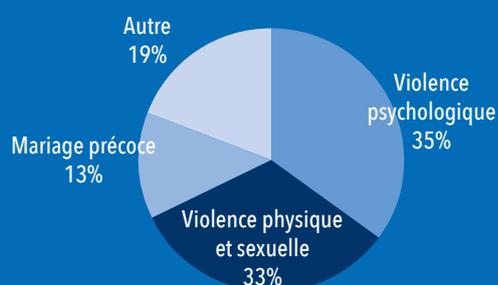
PAR ÂGE



les victimes/survivantes des violences, y compris par appuyer les capacités étatiques des services sociaux, des forces de l'ordre et du système judiciaire.

- Mise en place d'une coordination effective multi-sectorielle entre les services et acteurs de l'Etat et les acteurs humanitaires dans la prise en charge holistique des survivantes de VSBG.
- Renforcement de la résilience des femmes IDP et réfugiés et ceux des communautés hôtes face au VSBG, y compris en appuyant leurs capacités économiques et leur accès aux AGR, et en promouvant leur participation dans la vie publique.
- Accentuer la collaboration étroite avec les autorités judiciaires pour permettre l'accès juridique et l'assistance légale des victimes de VSBG.

CAS DE VBG ENREGISTRÉS



PERSONNES SURVIVANTES OU A RISQUE DE VBG

Communautés hôtes	230k
Refugiés	165k
PDIs	48k
Autres dans le besoin	253k

RELÈVEMENT PRÉCOCE ET RÉSILIENCE

APERÇU



Les partenaires estiment que 1,2 million de personnes à travers le pays sont touchées par les conflits et les crises climatiques, économiques et sociales. Comme pour les milliers de réfugiés et PDI affectés par la crise, les différents facteurs anthropiques et naturels à l'origine de la situation humanitaire s'ajoutent aux conditions précaires de populations locales accablées par des années de chocs successifs. L'insécurité paralyse les secteurs clés de l'économie locale, dont les effets néfastes se ressentent sur la santé, l'alimentation, la nutrition, les services sociaux de base et l'environnement. Ceci génère des tensions socioéconomiques et intercommunautaires qui peuvent affaiblir la cohésion sociale, éroder la confiance envers les autorités en place et accentuer l'insécurité. Les événements climatiques extrêmes marquent régulièrement le paysage rural et urbain camerounais. Malgré cela, les populations et autorités locales ne sont pas préparées à y faire face de façon adéquate.

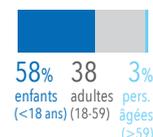
PERS. DANS LE BESOIN

1,2M

PAR SEXE



PAR ÂGE



affectent directement les populations locales composées essentiellement d'agriculteurs, suscitant des tensions qui doivent être prises en compte/gérées/apaisées afin de ne pas les voir dégénérer en conflits.

BESOINS HUMANITAIRES

Le relèvement précoce étant transversal aux autres thématiques, il s'agit notamment de renforcer les synergies entre secteurs et le lien entre la réponse d'urgence et les besoins de développement durable des populations, pour réduire leur vulnérabilité et renforcer leur résilience. Ainsi, il s'agira de renforcer les capacités des autorités locales et des communautés touchées à se relever des crises en cours; et à prévenir, gérer, et répondre aux situations de crise à venir, tout en s'attaquant à leurs causes sous-jacente, notamment:

- La restauration des services essentiels et des infrastructures de base ;
- La pérennisation des moyens de subsistance et l'autonomisation des groupes les plus vulnérables ;
- Les initiatives de réconciliation et de consolidation de la paix et la gouvernance inclusive ;
- La préparation, réponse, relèvement et adaptation des autorités locales et des communautés et groupes touchés par les désastres naturels et les changements climatiques.

POPULATION AFFECTÉE

Les personnes en besoin incluent l'ensemble de réfugiés présents au Cameroun, les déplacés internes, populations hôtes, ainsi que certains segments de la population locale particulièrement vulnérables notamment les jeunes et les personnes à risque d'inondations. Les jeunes (15-35 ans) constituent près du tiers de la population de l'Extrême-Nord –région la plus pauvre du pays– et sont marginalisés économiquement, et socialement. En particulier, quelques 114 000 jeunes hommes et 70 000 jeunes femmes sans emploi, dont le manque de perspective risque de générer des ressentiments envers les autorités traditionnelles et institutionnelles et les rendent susceptibles de se tourner vers des activités criminelles et au recrutement par les groupes extrémistes. On note également que 50 000 personnes ont été victimes d'inondations causées par les fortes précipitations survenues en août 2015. Enfin, la coexistence entre communautés est aussi un souci majeur puisque les pratiques pastorales des réfugiés centrafricains par exemple

PERS. TOUCHÉES PAR LES INONDATIONS

50 000

camerounais affectés par les inondations en 2015

POPULATION AFFECTÉE



CIBLES GROUPES CRIMINELS/TERRORISTES

1 sur 3

personnes dans l'Extrême-Nord est un jeune (15-35 ans)

DÉFICIT D'INFORMATION ET PLANIFICATION DES ÉVALUATIONS

Les acteurs humanitaires planifient d'augmenter le nombre d'enquêtes en 2016 d'environ 10 pour cent en comparaison à 2015 afin de mieux orienter la réponse aux besoins des populations les plus vulnérables, notamment dans les régions de l'Extrême-Nord et l'Est.

NOMBRE D'ÉVALUATIONS (2015)

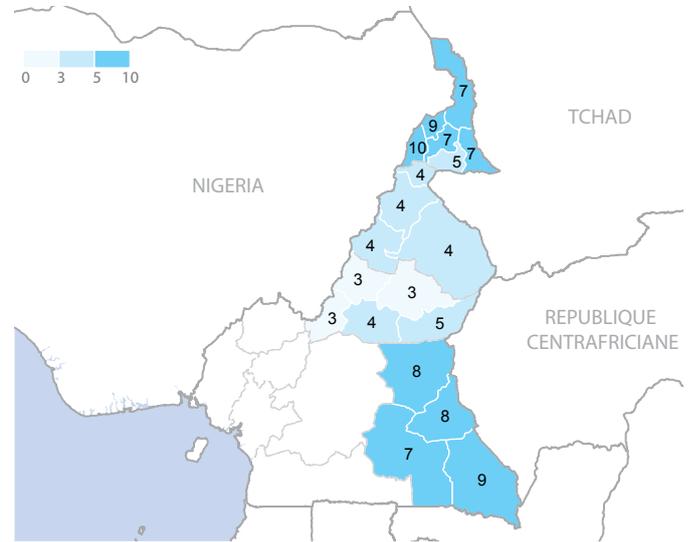
22

NOMBRE DE PARTENAIRES

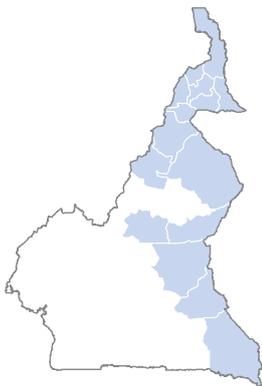
8*

EVALUATIONS DES BESOINS PLANIFIÉES

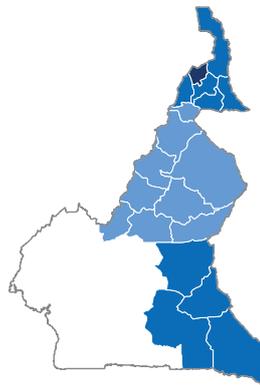
24



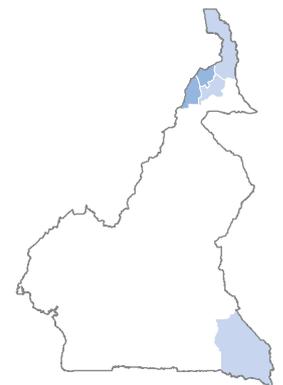
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



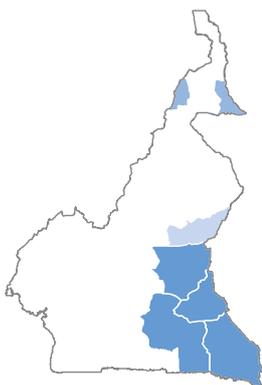
NUTRITION



EHA



SANTÉ



ÉDUCATION



NOMBRE D'ÉVALUATIONS 0 1 2 4 6 8 >10

NOMBRE D'ÉVALUATIONS PLANNIFIÉES PAR SECTEUR ET LOCATIONS

Régions	Départements	Education 	EHA 	Nutrition 	Santé 	Sécu. Alim 	SGBV	Protection 	Pro. enfant
 ADAMAOUA	DJEREM	1	1	1	2	1	0	1	0
	FARO ET DEO	1	1	1	2	0	0	1	0
	MAYO-BANYO	1	1	1	2	0	0	1	0
	MBÉRÉ	1	1	1	2	1	0	1	0
	VINA	1	1	1	2	0	0	1	0
 EST	BOUMBA ET HAUT-NYONG	1	1	2	2	1	0	1	0
	KADEI	1	1	2	2	0	0	1	0
	LOM ET DJEREM	1	1	2	2	1	0	1	0
 EXTREME NORD	DIAMARÉ	1	1	1	2	1	1	7	1
	LOGONE ET CHARI	1	2	1	2	1	1	7	1
	MAYO-DANAY	1	1	1	2	1	0	1	0
	MAYO-KANI	1	1	1	2	1	0	1	0
	MAYO-SAVA	1	1	1	2	1	1	7	1
	MAYO-TSANAGA	1	1	1	2	1	1	7	1
 NORD	BÉNOUÉ	1	1	1	2	1	0	1	0
	FARO	1	1	1	2	1	0	1	0
	MAYO-LOUTI	1	1	1	2	1	0	1	0
	MAYO-REY	1	1	1	2	1	0	1	0



- ⊛ National capital
- ⊙ Regional capital
- Town
- International boundary
- - Regional boundary
- Major road
- Perennial river
- Perennial lake
- Intermittent lake



